

Pourquoi Macron ne cédera pas aux Gilets Jaunes.

Depuis le 17 novembre, depuis 18 semaines, depuis 4 mois, le mouvement des *Gilets Jaunes* exprime la colère des français face à la politique ultra-libérale, injuste et socialement violente de Macron. Le mouvement est massivement soutenu par les français, 60 à 80% selon les semaines et les instituts de sondage. Mais Macron ne cédera pas, non pas parce qu'il ne veut pas, mais parce qu'il ne peut pas.

Etonnamment, un point semble échapper y compris aux plus affûtés des observateurs de la politique française: Macron n'est pas un président "*comme les autres*".

Quand je dis "*comme les autres*" je veux dire que contrairement à tous ces prédécesseurs sous la Vème République, de Giscard à Hollande, comme Mitterrand, comme Chirac, ou Sarkozy, Macron n'est pas issu d'un appareil politique. Il n'a jamais eu de mandat électif avant le 7 mai 2017, il n'a fait partie d'aucun appareil, d'aucun parti et n'a donc aucune "*légitimité*" lorsqu'il se présente à la présidence, comme celle qu'ont eue avant lui, ceux qui avaient été élus Maire de Paris, Conseiller Départemental de Corrèze, ou Député de la Nièvre. Il n'est donc pas, selon ses propres termes "*assigné à résidence*", à droite ou à gauche. C'est en partie ce qui a séduit une part importante de son électorat, autant que sa jeunesse - mais j'y reviendrai plus loin - mais c'est également ce qui le rend démocratiquement très dangereux.

La réalité c'est que l'appareil dont il est issu est un appareil où les "*élus*" ne le sont justement pas. Ils y sont cooptés. Cet appareil n'est pas démocratique. Il est oligarchique. Pour y avoir de l'influence il faut y posséder, ou être en situation d'aider à acquérir, des milliards, pas des millions, *des milliards!* C'est le monde de la banque d'affaires, du capitalisme financier, celui où seul l'argent règne en maître, en thermomètre et en thermostat, de l'influence de ceux qui en sont.

Toutefois, il ne faut pas se tromper d'analyse. Macron *n'est pas* de ce monde là, *il le sert*. Il n'est pas milliardaire, tout juste millionnaire, encore qu'on ne sache pas exactement ce qu'il est advenu des énormes commissions perçues lorsqu'il était chez Rothschild pour les deals qu'il y a réalisés. Non, Macron n'est pas de ce monde. Il n'en est que le zélé thuriféraire, l'exécuteur de basses oeuvres. Si vous n'avez pas lu "*Crépuscule*" de Juan Branco, courez l'acheter et vous comprendrez comment la Caste des ultra riches de ce pays, celle des Niel, Arnaud, Pinault, et autres Bettencourt a organisé l'accession à la Présidence de la République de leur poulain, repéré très tôt pour sa capacité de séduction et son manque total de moralité sociale et républicaine.

Or il ne faut pas s'y tromper, Macron a été "*embauché*" et pas "*élu*"; son score au premier tour, au regard des énormes moyens déployés pour le faire accepter à l'opinion publique, la consanguinité avec les média mainstream et la presse oligarchique, et la complaisance dont il bénéficie de leur part, ajouté au budget de sa campagne, est à relativiser: en réalité même arrivé en tête le résultat est mi-

nable. Suffisant, mais minable! C'est passé tout juste, et il s'en est fallu de très peu que leur jeu d'apprentis sorciers avec le FN ne leur pète à la figure. Mais c'est passé et Macron a été nommé dans leur martingale à deux coups dite du "#MoiOuLeChaos", dont on voit en ce moment comment ils essaient de la rejouer en présentant Marine Le Pen comme parfaitement fréquentable (voir le commentaire de N. St Cricq après l'Emission Politique la semaine dernière¹, ou le coup de la séquence "#ΜουΜινουΑΜοι" avec Sotto!)

Macron a donc été "embauché" Président de la République, et il l'a été avec une feuille de route, une mission précise: désosser le système social français, flexibiliser à mort le marché du travail, et réduire à peau de chagrin la part de l'Etat dans l'activité, et créer les conditions d'une maximisation du profit pour ses financiers, ses donneurs d'ordre. Bref, un programme ultra libéral que Milton Friedmann et les *Chicago Boys* n'auraient pas renié. D'ailleurs les premières mesures du quinquennat le montrent: Destruction du code du travail, abolition immédiate de l'ISF, instauration de la Flat Tax, suppression de l'Exit Tax, raboutage des aides sociales, suppression des emplois aidés, etc etc etc. Le vote de la loi permettant les ventes de *Groupe ADP*, de la *FDJ*, et d'*ENGIE* n'étant que le dernier avatar de cette politique désastreuse. Il apparaît évident que le bien commun, l'intérêt général et le bien être des français n'est pas son sujet. Son sujet, c'est sa carrière!

En effet, gardons à l'esprit que Macron a été nommé aux plus hautes fonctions à seulement 39 ans, ce qui en fait le plus jeune président de la Vème République. En 2022, lors de la prochaine élection présidentielle (espérons qu'elle ait lieu!) il n'aura pas 45 ans! Or, nul besoin d'être un aigle pour comprendre qu'il ne sera pas réélu. Il suffit de voir la détestation qu'il suscite, en dehors des plateaux télé des éditocrates lutéciens, pour comprendre qu'il ne fera pas un deuxième mandat, quand bien même il le souhaiterait, ce qui n'est même pas sûr. En revanche, il faut qu'il assure le coup pour le job d'après. Car Macron n'est pas un politicien, il n'a pas dédié sa vie comme d'autres on pu le faire à la collectivité.

À 45 ans, en 2022, il lui restera 20 ans de carrière devant lui, et comme beaucoup de ses copains ex banquiers passé par la sphère politique, il retournera à la banque, mais à une condition: qu'il ait d'abord rempli les objectifs de son job actuel. Sinon, l'oligarchie le virera aussi sûrement et aussi rapidement qu'elle l'a installé aux manettes. Les annonces de début d'année, les "10 milliards", qui en réalité n'en sont que 3 ou 4, payés, pour la plupart, par les entreprises elles mêmes, qui ce faisant ont acheté à bon compte quelques mois de paix sociale, sont le seul et unique geste qu'il fera. Il reste encore à abattre le système de retraites, l'assurance chômage, et quelques autres dossiers de moindre importance.

C'est pour cette raison qu'il ne cédera pas aux revendications des Gilets Jaunes, sur rien... même si demain, il y a des morts. Il a trop besoin "du job d'après".

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.
Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

¹ https://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/l-emission-politique/l-emission-politique-du-jeudi-14-mars-2019_3202069.html